

**ARRÊTÉ DCAT/BEPE/n° 2023- 90  
du 20 AVR. 2023**

mettant en demeure la société mécanique automobile de l'est (SMAE) de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1995 modifié l'autorisant à exploiter un ensemble de fabrication de boîtes de vitesses d'automobiles à Metz-Borny

Le préfet de la Moselle,  
Officier de la légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8-I ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté DCL n°2023-A-06 du 6 février 2023 portant organisation des suppléances des sous-préfets dans le département de la Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu les actes administratifs délivrés antérieurement, et notamment l'arrêté préfectoral n°95-AG/2-597 du 14 novembre 1995 autorisant la société SMAE à exploiter les installations sises sur le territoire de la commune de Metz ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement (installations classées) du 27 mars 2023 suite à la visite d'inspection du 26 janvier 2023 sur le site SMAE à Metz-Borny ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, porté à la connaissance de l'exploitant le 31 mars 2023 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur ce projet de mise en demeure dans le délai imparti ;

Considérant que le débordement du bassin de stockage des eaux usées, dit bassin 100 m<sup>3</sup>, a eu pour conséquence le débordement du caniveau où est situé le bassin 100 m<sup>3</sup>, le dysfonctionnement du déshuileur du réseau "eaux pluviales Sud" localisé en contrebas, le déversement des eaux usées du site dans le réseau eaux pluviales, et la pollution du milieu naturel au point de rejet des eaux pluviales du site, eaux théoriquement non-susceptibles d'être polluées ;

Considérant que le SDIS a constaté le 20 janvier 2023 à Metz une pollution de la rivière Seille au niveau de la porte des Allemands, à l'endroit où le ruisseau de la Cheneau rejoint la Seille, puis identifié la source de la pollution : le site SMAE à Metz-Borny localisé en amont hydraulique ;

Considérant que l'article 25.III.C de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation dispose *"les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage"* ;

Considérant que l'inspection a constaté, lors de la visite du 26 janvier 2023, que malgré la possibilité de vérifier le niveau de remplissage à tout moment du bassin 100 m<sup>3</sup>, le dispositif en place ne permet pas d'empêcher le débordement du bassin en cours de remplissage, débordement qui a eu lieu le 20 janvier 2023 et occasionné une pollution du milieu naturel ;

Considérant en conséquence que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 25.III.C de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

Considérant que l'article 21 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1995 modifié susvisé dispose *"toutes les dispositions seront prises pour remédier dans les plus brefs délais aux incidents pouvant entraîner des pollutions accidentelles"* ;

Considérant que l'inspection a constaté, lors de la visite du 26 janvier 2023, que l'exploitation du bassin 100 m<sup>3</sup> et de l'ensemble des connexions établies sur ce dernier par l'exploitant ne permettent pas d'identifier dans les plus brefs délais tout incident pouvant entraîner des pollutions accidentelles, et donc d'y remédier ;

Considérant en conséquence que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 21 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 14/11/1995 susvisé ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est susceptible de porter atteinte à nouveau aux intérêts visés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## A R R Ê T E

### Article 1

La société mécanique automobile de l'est (SMAE) dont le siège social est situé pôle industriel Trémery-Metz – site de Trémery – BP 10 084 – 57 301 Hagondange Cedex 01, est mise en demeure de respecter, sous un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions suivantes, pour ses installations situées à Metz-Borny :

- article 25.III.C de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, à savoir : *"les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage"* ;
- article 21 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1995 modifié susvisé, à savoir *"toutes les dispositions seront prises pour remédier dans les plus brefs délais aux incidents pouvant entraîner des pollutions accidentelles"*.



## Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

## Article 3

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SMAE.

Une copie du présent arrêté est transmise pour information au maire de Metz.

A Metz, le 20 AVR. 2023

pour le préfet,  
le secrétaire général par intérim,

  
Bruno Charlot

Délais et voies de recours :

« En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

